

Inde – Chine : concurrence dans le voisinage

Tanguy Struye de Swielande



NOTE D'ANALYSE 8

Note d'Analyse 8

Tanguy Struye de Swielande

Inde – Chine : concurrence dans le voisinage

Juin 2010

Note d'Analyse 8

Du programme « Union européenne – Chine », Chaire InBev Baillet-Latour

Publication périodique réalisée par la Chaire InBev Baillet-Latour, programme « Union européenne-Chine ». Les opinions émises dans les notes d'analyses n'engagent que la responsabilité des auteurs. Il est interdit de reproduire partiellement ou intégralement sur quelque support que ce soit le présent ouvrage sans qu'il ne soit fait explicitement mention des sources.

Direction : Tanguy de Wilde et Tanguy Struye de Swielande.

Conception et mise en page du présent numéro : Alain De Neve.

Pour nous contacter :

Site Internet : <http://www.uclouvain.be/265598.html>

Email : Tanguy.Struye@uclouvain.be

© Chaire InBev Baillet-Latour, programme « Union européenne-Chine », 2010.



Docteur en sciences politiques de l'Université catholique de Louvain (UCL), Tanguy Struye de Swielande est professeur à l'Université catholique de Louvain, aux Facultés universitaires catholiques de Mons et à l'École Royale Militaire. Il est également coordinateur de la Chaire InBev Baillet-Latour « Programme Union européenne-Chine » et chercheur au Centre d'Études des crises et des conflits internationaux (CECRI). Ses domaines de compétence sont la politique étrangère et de sécurité des grandes puissances, la géopolitique, la géostratégie, la géoéconomie et la géoculture.

Introduction

A la fin des années 40, l'Inde, qui ont obtenu son indépendance en 1947 et la République populaire de Chine, née en 1949, semblaient présenter un nouveau modèle politique qui devait en toute logique les amener à coopérer plutôt qu'à s'opposer. Pourtant, dix ans plus tard, les deux Etats voisins s'affrontent de plus en plus, en particulier en raison de leur concurrence idéologique (Conférence de Bandung - 1955), du Tibet (1959) et de différends frontaliers (Aksai Chin - 1957)¹. Ces tensions aboutiront d'ailleurs à la guerre sino-indienne de 1962² et il faudra attendre 1976 avant que les deux Etats ne rétablissent des relations diplomatiques. Si le ministre des Affaires étrangères indien Vajpayee se rend en Chine en 1979, les tensions entre les deux pays reprennent, en raison de l'agression chinoise du Viêt-Nam cette même année. La décennie suivante maintient la tension et un nouveau rapprochement n'est possible qu'au début des années 90. Ce dernier est toutefois de courte durée en raison des essais nucléaires indiens en 1998, qui sont un signal envoyé non seulement au Pakistan, mais également à la Chine³.

Si les relations entre la Chine et l'Inde sont difficiles durant la Guerre froide et ensuite au moment des essais nucléaires indiens, on observe depuis 1999-2000 un rapprochement relatif à travers des rencontres bilatérales des différents chefs d'Etat et ministres. Ainsi la rencontre

¹ Frontière commune de 4,056-kilomètres (*Line of Actual Control*).

² L'Inde revendique toujours l'Aksai Chin, sous administration chinoise depuis 1962. Cette vaste étendue de 38. 000 km² est considérée par New Delhi comme partie intégrante du Ladakh, lui-même partie de l'Etat indien de Jammu-Cachemire. L'enjeu pour la question de l'Aksai Chin n'est pas sans importance pour les Chinois et cela pour deux raisons: en premier lieu en raison de la route qui traverse cette région et qui connecte le Tibet au Xinjiang ; en second lieu il s'agirait de reconnaître implicitement la Ligne Mc Mahon (accord conclu en 1914 entre les Britanniques et un Tibet indépendant) et donc de reconnaître de facto le fait que le Tibet a été à un moment de l'histoire indépendant, ce qui affaiblirait la position chinoise par rapport aux revendications tibétaines.

³ En 1998, le ministre indien des affaires étrangères, déclare « *China is potential threat number one... China is and is likely to remain the primary security challenge to India in the medium and long-term... the potential threat from China is greater than that from Pakistan and any person who is concerned about India's security must agree with that* ». Le premier ministre Vajpayee déclare à la même époque que l'essai nucléaire concernait la Chine: « *an overt nuclear state on our borders, a state that committed armed aggression against India in 1962* ». (Cité dans Scott, D., « The Great Power 'Great Game' between India and China: The Logic off Geography », in *Geopolitics*, 13, 2008, p. 4).

entre le premier ministre indien Vajpayee et le président chinois Hu Jintao en juin 2003 aboutit à une déclaration commune, précisant que « *les intérêts communs des deux parties l'emportent sur leurs différends* », qu' « *aucune partie ne doit utiliser ou menacer d'utiliser la force contre l'autre* » et que les deux pays s'accordent à « *renforcer qualitativement les relations bilatérales à tous les niveaux et en tout domaine, tout en traitant les différends par des moyens pacifiques d'une façon juste, raisonnable et mutuellement acceptable* »⁴. La visite de quatre jours en Inde du premier ministre chinois Wen Jiabao en avril 2005 se clôture même par la signature d'un « partenariat stratégique ». L'année suivante est consacrée à l'amitié sino-indienne et à la conclusion d'un accord de coopération (mai 2006), qui envisage entre autres d'accroître les mesures de confiance entre les deux pays. Et si la Chine et l'Inde organisent déjà des exercices navals communs en 2003 et 2005, c'est en mai 2006 que les deux pays signent un *Memorandum of Understanding* dans le domaine de la défense (échanges entre les ministères de la Défense et les forces armées terrestres, établissement d'un dialogue de défense, organisation d'exercices militaires communs⁵, etc.)⁶. Par ailleurs, les échanges commerciaux entre les deux pays ne font que s'accroître : pour atteindre 50 milliards en 2008. Les deux pays ont également entamé une coopération énergétique⁷, bien que dans la pratique les deux pays se fassent surtout concurrence⁸.

Si, à prima facie, les relations entre la Chine et l'Inde apparaissent aujourd'hui plutôt bonnes, en particulier dans le domaine économique, de nombreux dossiers fâchent, tels la non résolution de la délimitation de la frontière commune⁹, l'élargissement du Conseil de sécurité entre

⁴ Cité dans Saint-Mézard, I., « Les relations sino-indiennes, tendances récentes et évolutions en cours », in *AFRI*, 2007, p. 301.

⁵ La Chine et l'Inde lanceront par exemple mi-décembre 2008 un exercice militaire anti-terroriste commun.

⁶ Bajpae, C., « The Panda and the Peacock », in *China Security*, Vol. 3, n° 4, Autumn 2007, p. 106.

⁷ Face à leurs besoins énergétiques croissants, New Delhi et Pékin concluent début janvier 2006 un accord pour établir un embryon de stratégie commune en matière d'approvisionnement énergétique. La Chine et l'Inde font une offre jointe pour obtenir l'exploitation de champs pétroliers au Kazakhstan. Il y a également certaines coopérations entre sociétés indiennes et chinoises au Soudan, en Syrie et en Iran.

⁸ Cf. *Infra*

⁹ Les deux gouvernements concluent en avril 2005 un accord sur les paramètres politiques et les principes directeurs pour le règlement de la question de la frontière sino-indienne, supposé aboutir à un « *règlement politique* » du contentieux dans le cadre des « *intérêts*

autres à l'Inde, l'accord entre les Etats-Unis et l'Inde sur une coopération civile nucléaire, la relation sino-pakistanaise, etc. Les deux pays restent fondamentalement rivaux, chacun essayant d'étendre sa sphère d'influence au détriment de l'autre¹⁰. La méfiance entre les deux puissances a pour conséquence un jeu géostratégique dense dans le voisinage immédiat des deux Etats. Les pays qui suivent en feront l'analyse.

Tensions frontalières : importance des Etats tampon

Pour comprendre la position chinoise par rapport aux zones tampon, il faut rappeler les priorités chinoises en matière de géostratégie : en d'autres termes comment la Chine interprète-t-elle son environnement direct ?

La Chine a plusieurs priorités: 1) Garantir l'unité nationale et renforcer le pouvoir central (maintenir l'unité interne des Han et conserver un pouvoir central fort). Tout signe de faiblesse aurait un effet d'engrenage négatif sur d'autres régions, telles le Tibet et le Xinjiang; 2) Maintenir une défense maritime forte [renforcer sa façade maritime contre les forces du Pacifique (dont l'Inde, le Japon, les Etats-Unis)]; 3) Sécuriser sa périphérie en tant que zone tampon (par rapport à l'Asie centrale et l'Inde). La Chine défend également l'idée des trois cercles. Au centre, il y a les Han, entourés d'un premier cercle : les marches, « terres où l'empire a envoyé des soldats-paysans s'installer au milieu de populations ethniquement différentes mais généralement très peu denses. Ils s'y sont établis et sont devenus, à leurs yeux et à ceux de la mère patrie, les occupants légitimes du sol »¹¹. Un second cercle est composé des vassaux, qui payaient les tributs en marque d'obédience. Enfin, le dernier cercle est formé par les barbares (la menace externe)¹². Pour D.K. Schneider: « *Simply stated, no Chinese regime has survived the loss of control over the empire's western frontiers. (...) the present regime in Beijing hopes to gain maximum control over the area comprising Tibet, Mongolia and Central Asia,*

généraux et de long terme » des deux puissances. (Saint-Mézard, I., « Les relations sino-indiennes, tendances récentes et évolutions en cours », in *AFRI*, 2007, p. 302).

¹⁰ Cf. *Infra*

¹¹ Brisset, J.-V., *La Chine : Une puissance encerclée ?*, Paris, IRIS, 2002, p. 8.

¹² Brisset, J.-V., *La Chine : Une puissance encerclée ?*, Paris, IRIS, 2002, pp. 8-9.

and thereby guarantee its own survival»¹³. La Chine craint le « Ge Ming » : le vide, le chaos, de là la volonté d'un régime fort et centralisé. Pour la Chine, le contrôle de sa périphérie est de la sorte une obsession historique. Elle fait partie de son *Dingwei* (*Lebensraum*).

Selon la thèse de Friedman¹⁴, qui s'appuie sur celle de Tellis et Swaine¹⁵, la Chine est un Etat protégé par des frontières naturelles mais qui est formé dans les faits par deux « Chine » : une *Bufferzone* et un *Heartland*. La première est composée de plusieurs éléments : le Tibet, le Xinjiang, la Mongolie intérieure, le Manchourie et l'Asie du Sud-Est. Quand ces régions sont sous influence et/ou contrôle chinois, la Chine est forte (exemple inverse : les invasions mongoles entre 13^{ème} et 15^{ème} siècle), car sa position lui donne alors une profondeur stratégique. Les frontières sont de surcroît majoritairement « naturelles », lui donnant un avantage, excepté la frontière avec le Viêt-Nam, qui reste vulnérable¹⁶. La frontière avec le Laos et le Myanmar se caractérisent en effet par la jungle. A la frontière avec l'Inde, le Népal et le Bhoutan et cela jusqu'au Kazakhstan il y a la chaîne de l'Himalaya. La Chine est, il est vrai, en partie vulnérable à partir du Kazakhstan (à travers sa province du Xinjiang) et via la Mongolie, mais dans ce dernier cas, il n'existe pas ou peu d'infrastructures routières et ferroviaires, rendant la logistique et le ravitaillement plus difficiles. Sur sa frontière côtière, la Chine a bénéficié jusqu'au 19^{ème} siècle d'une situation avantageuse, maîtrisant les mers environnantes à travers les tributs. Les guerres de l'opium (1839-1842) ont changé la donne et la Chine se sent extrêmement vulnérable sur sa façade maritime¹⁷.

Le *Heartland*, dominé par les Hans, forme le cœur de la Chine, qui se sent menacé de l'intérieur, en particulier par les régions du Xinjiang¹⁸ et du

¹³ Schneider, D., « The Shanghai Cooperation Organization: A League of Autocracies », Commentary & Analysis, September 2008 (www.AmericanDiplomacy.org).

¹⁴ Friedman, G., « The Geopolitics of China », 2008.

(http://www.investorsinsight.com/blogs/john_mauldins_outside_the_box/archive/2008/06/12/the-geopolitics-of-china.aspx).

¹⁵ Swaine, M.D., Tellis, A.J., *Interpreting China's Grand Strategy: Past, Present, And Future*, Santa Monica, Rand Corporation, 2000.

¹⁶ Cf. *Infra*

¹⁷ Nous y reviendrons dans une prochaine note d'analyse.

¹⁸ Les violents affrontements durant l'été 2009, opposant l'ethnie turcophone et musulmane des Ouighours et les Hans sont-là pour le rappeler.

Tibet¹⁹. Afin d'éviter ce scénario catastrophe, Pékin développe économiquement depuis quelques années la région du Xinjiang : nouvelles routes²⁰, voies ferrées, développement des aéroports. La Chine encourage même fortement l'immigration des Hans vers cette province afin de renforcer sa position par rapport aux Ouighours. Cela étant, le Xinjiang ne forme pas seulement une zone tampon géostratégique; il est également très riche en minerais et ressources énergétiques : 30% des réserves pétrolières et 35% des réserves gazières chinoises sont dans la région, sans parler d'autres matières premières comme l'or et le coton. La région est de surcroît importante pour le programme spatial chinois et forme la voie de passage obligée des routes énergétiques venant de la Caspienne, ainsi que le début de la nouvelle route commerciale de la soie vers l'Ouest²¹.

La voie ferrée (inaugurée en 2006) allant de Golmud à Lhasa, est considérée par Pékin comme une opportunité pour développer la région du Tibet. Pour les Tibétains, elle est synonyme d'une plus grande main mise de la Chine sur leur territoire, facilitant l'afflux de migrants chinois mais également l'acheminement du matériel militaire. On observe en effet ces dernières années un renforcement de la présence militaire chinoise dans la région, non seulement pour contrôler les Tibétains mais également pour consolider ses positions par rapport à l'Inde²². D'autant plus que la Chine au Tibet a un avantage non-négligeable : elle tient les hauteurs. Pour Baconnet, « *par sa position de haut plateau dominant la région, le Tibet est à la Chine ce que le plateau du Golan (surplombant les plaines de Damas et de Galilée) est à Israël : un verrou et un mirador* »²³. Le Tibet assure en outre la sécurité du Xinjiang, et inversement. De par leurs emplacements, ces deux territoires s'auto-protègent et garantissent l'unité du pays. L'armée

¹⁹ Cf. Incidents de mars 2008.

²⁰ Les nouvelles routes devront permettre de connecter plus facilement l'Asie centrale à la Russie, le Pakistan et l'Europe via le Caucase. Un container pour Hambourg par voie maritime d'Urumuqi via Shanghai, fera 24 000 km, par voie terrestre il devrait faire moins de 7000 km. (Mooney, T. « Still looking for a modern Silk Road », in *Bangkok Post*, 18 July 2007)

²¹ Gosset, D., « The Xinjiang factor in the new Silk Road », in *Asia Times*, May 22, 2007.

²² Lire pour un historique des relations Inde-Tibet: Muni, D.S., «The Tibetan 'Uprising' 2008: India's Response », in *ISAS Working Paper*, n° 59, 1 June 2009.

²³ Baconnet, A., « *Tibet, la géopolitique a ses raisons que la morale ignore* », in *Monde chinois*, n° 19, automne 2009, p. 91.

chinoise est toutefois confrontée à une série de problèmes dans la région : climat difficile, altitudes élevées, infrastructures réduites, etc.

Au-delà de l'importance géostratégique du Tibet qui offre à la Chine une profondeur stratégique par rapport à l'Inde, il constitue le réseau hydraulique principal de la région de l'Asie du Sud. Les plus grands fleuves prennent leur source au Tibet dont le Mékong, le Yantsé, le Brahmapoutre, le Salwen et l'Indus. Le contrôle de toute cette région par Pékin lui permet d'avoir une certaine emprise sur les pays avoisinants. D'autant plus que le développement économique, social, démographique du pays a comme conséquence un besoin croissant d'eau pour son industrie, son agriculture, sa population, etc. Malgré ses nombreux travaux hydrauliques depuis une cinquantaine d'années, la Chine connaît quelques difficultés : pollutions des eaux, réservoirs vides dans les villes, tarissement des rivières, etc. Or, la Chine avec 20% de la population mondiale, n'a que 7 à 8 % des réserves mondiales en eau douce et ses terres arables sont de plus en plus réduites. D'autant plus qu'un second problème se pose, celui de la répartition : « *Si la Chine du sud concentre 80% des ressources en eau et 55% de la population du pays, la Chine du nord s'apparente à un parent pauvre : elle possède moins de 15% de l'eau disponible tout en hébergeant 45 % de la population chinoise* »²⁴. Aussi l'importance du plateau du Tibet n'est pas à sous-estimer, la Chine envisageant de dérouter une partie des eaux des différentes rivières vers le Nord du pays, ce qui pourrait avoir des conséquences importantes pour par exemple le Bhoutan, l'Inde, le Pakistan, le Myanmar, le Cambodge, la Thaïlande, etc.²⁵.

Des tensions sont ainsi apparues depuis fin 2008 entre Pékin et New Delhi concernant les projets hydrauliques chinois (Zangmu) sur la rivière Brahmapoutre (Yalong Tsangpo/Siang)²⁶, qui prend sa source au Tibet, et qui ensuite traverse l'Inde et le Bangladesh pour rejoindre le Gange et se jeter enfin dans le Golfe de Bengale. La rivière avant de rejoindre

²⁴ Galland, F., « Géopolitique du dessalement », in *Note de la FRS*, n°18, 28 septembre 2008, p. 5.

²⁵ Baillet, P., « Chine : une apocalypse hydraulique », in *Politique internationale*, n°107, printemps 2005.

²⁶ Certains experts estiment toutefois que les craintes indiennes ne sont pas justifiées, car la rivière ne prend de l'envergure que sur le territoire indien quand elle est rejointe entre autres d'abord par les rivières Lohit et Dibong, et ensuite par des dizaines d'autres cours d'eau.

L'Inde, fait un tournant à 180 degrés (point Shuomatan ou Great Bend). C'est à cet endroit que la Chine désire en outre détourner la rivière dans le cadre de son projet Sud-Nord, qui comprend trois rivières artificielles (Yalong, Dadu et Jinsha) pour alimenter le Nord de la Chine²⁷. C'est ce détournement, bien plus que la construction de barrages, qui inquiète par contre fortement l'Inde. Il aurait des conséquences socio-économiques importantes non seulement pour l'Inde mais également pour le Bangladesh, entraînant dans le pire des cas des mouvements de population qui pourraient causer une insécurité dans certaines régions frontalières entre l'Inde et le Bangladesh²⁸. L'Inde craint également que cela aura un impact sur ses propres projets hydrauliques dans la région d'Arunachal Pradesh, en cas de détournement de la rivière.

La Chine a également l'intention de connecter le Huanghe (fleuve jaune) au Yangtze (fleuve bleu) pour garantir un transfert d'eau du Sud au Nord. Le projet consiste en trois déviations : 1) de l'aval du Yangtze (non loin de Nanhin) au Sud de Tianjin ; 2) au centre pour assurer une arrivée d'eau à Pékin et Tianjin et 3) la dérivation de l'Ouest entend détourner une partie de l'eau du fleuve bleu sur le plateau tibétain et la transférer vers la source du fleuve jaune. Le coût du projet serait estimé à 50 milliards de dollars²⁹. Le contrôle des ressources permet de dévier les rivières pour l'agriculture et l'élaboration de barrages pour générer de l'énergie. Or il faut bien réaliser que le détournement de ces eaux du plateau tibétain aura là encore des conséquences sur d'autres rivières.

Le Tibet héberge encore de nombreuses matières premières (zinc, cobalt, plomb, etc.), ainsi qu'apparemment certaines réserves en gaz et pétrole (Bassins de Tsaidam et Lhunpula) même si on n'en connaît pas encore l'ampleur. Enfin, la Chine a l'intention de développer la région afin d'encourager le commerce avec le Népal, le Bhoutan et la partie nord-est indienne. L'Inde tout en y voyant une opportunité de désenclaver une partie de son territoire, y voit également une volonté chinoise de

²⁷ Ramachandran, S. «India quakes over China's water plan», in *Asia Times*, 9 December 2008.

²⁸ Pékin pourrait par conséquent s'aliéner Dacca, alors qu'elle le voit comme un allié potentiel dans sa politique d'encercllement de l'Inde.

²⁹ Galland, F., « Gestion des ressources en eau : problème stratégique pour la Chine », in *Défense nationale*, juillet 2007; Gernelle, E., « Le canal à contre-courant », in *Le Point*, 20-27 décembre 2007.

dominer la région frontalière à travers l'arme économique. En définitive, le Tibet est un enjeu majeur entre Pékin et New Delhi car comme observait George Ginsburg « *celui qui contrôle le Tibet domine le piémont himalayen ; celui qui domine le piémont himalayen menace le sous-continent indien et celui qui menace le sous-continent indien peut à n'importe quel moment se saisir de l'Asie du Sud, et même de toute l'Asie* »³⁰.

Outre le Tibet, les deux pays continuent à avoir un grand différend concernant la délimitation de leur frontière commune³¹. Bien qu'en juillet 2006, l'Inde et la Chine rouvrent, après plus de quarante ans, la route Nathu La Pass entre le Sikkim³² et le Sud du Tibet (à 4000 mètres d'altitude), les tensions frontalières sont toujours présentes. Une partie de la frontière indochinoise se détermine par l'ensemble Himalaya-Tibet³³, ce dernier se caractérisant par seulement trois passages, car l'altitude moyenne est de 5000 m : Trisuli et Sun au Népal (1800m) et Dihong dans l'Arunachal Pradesh (600 m)³⁴. Tout comme Pékin, New Delhi renforce depuis peu sa présence militaire, le long de la frontière de l'Arunachal Pradesh³⁵, ainsi que dans le corridor de Siliguri (à l'intersection entre l'Inde, le Tibet et le Bhoutan)³⁶. Cette zone, dite *Chicken Neck* (Corridor de Siliguri), est vitale, car l'absence de contrôle séparerait l'Inde d'une partie de son territoire. L'Inde a ainsi décidé de déployer à sa base de Tezpur plusieurs escadrons d'avions de chasse Sukhoi et Mig-21³⁷. L'Inde a en outre érigé en 2008 deux divisions de 15

³⁰ Cité dans Arpi, C., « Tibet: la clef de la paix en Asie », in *Diplomatie*, mai-juin 2008, n°32, p.32.

³¹ Les délégations indiennes et chinoises se sont rencontrées pour un 13^{ème} round de négociations en août 2009, concernant les différends frontaliers. Bien qu'aucune avancée ne se fera dans ce domaine, les deux pays ont décidé d'instaurer des mesures de confiance, dont une hotline.

³² Rattachement, en 1975, du Sikkim (petit royaume situé entre le Népal et le Bhoutan) à l'Inde.

³³ Les flancs du côté chinois sont plus facilement habitables que ceux du côté indien.

³⁴ Gonon, E., « Inde-Chine : les différents territoires d'une interaction frontalière litigieuse », in Lasserre, F. et Gonon, E. (dir), *Espaces et enjeux : méthodes d'une géopolitique critique*, Paris, Harmattan, 2001, p.302.

³⁵ En septembre 2009, l'Inde accusera l'armée chinoise d'incursions le long de la frontière nord de l'Arunachal Pradesh.

³⁶ Arunachal Pradesh est également intéressant pour l'Inde pour positionner ses missiles afin de frapper plus facilement le *Heartland* chinois.

³⁷ Pandit, R., « Sukhoi base in east to counter China », 28 September, in *TNN*, 2007; Malik, M., « India-China Competition Revealed in Ongoing Border Disputes », 2007 (<http://www.pinr.com>).

000 hommes chacune afin de les déployer dans les régions disputées du Sikkim et d'Arunachal Pradesh³⁸. La stratégie ne se réduit pas uniquement à du *hard power*. Concernant l'Arunachal Pradesh, le premier ministre indien Sing a annoncé un plan de développement pour la région, dont l'élaboration des infrastructures reliant la ville Mahadeypur au district de Tawang³⁹. New Delhi veut à tout prix éviter qu'un jour, Pékin puisse contrôler le *Chicken neck* en étant présent au Népal et au Bangladesh, avec le risque de couper l'Etat indien en deux.

Dans cette zone limitrophe entre l'Inde et la Chine, deux Etats jouent un rôle pivot : le Népal et le Bhoutan⁴⁰. Si l'Inde a toujours considéré le Népal comme étant dans sa sphère d'influence, certains allant jusqu' à y voir une certaine vassalisation [relations culturelles et économiques fortes⁴¹, présence d'un million de Népalais sur le territoire indien, une frontière ouverte⁴², une géographie plus avantageuse du côté indien (plaine du Gange) que du côté chinois (plateau tibétain)], depuis que le pays est devenu une République en 2008 après la chute du roi Gyanendra en 2006, la relation ente les deux pays s'est fortement tendue. Pays enclavé, le Népal dépend grandement de l'Inde pour son commerce (importations, exportations, énergie, etc.), tout comme d'ailleurs pour sa sécurité. En effet, une clause du traité indo-népalais datant de 1950, interdit à Katmandou d'acquérir des armes, sans l'aval de l'Inde. Malgré cette mainmise apparente, New Delhi craint un rapprochement entre Pékin et Katmandou, le premier jouant, comme le remarque F. Bobin « *habilement en soutenant, à chaque fois, le régime népalais en place (...)*⁴³ sans

³⁸ Dans la région du Cachemire (Etat de Jamu), l'Inde ayant également un conflit frontalier avec la Chine, le pays a pris des mesures pour accroître sa présence le long de la frontière (réouverture d'une base aérienne à Daulat Beg Oldie). Curtis, L., «U.S.–India Relations: The China Factor», in *Backgrounder*, Heritage Foundation, November 25, 2008.

³⁹ La Chine continue à revendiquer l'Arunachal Pradesh, en particulier en raison du monastère de Tawang, lieu culte des Tibétains.

⁴⁰ Mao parlera de l'importance des « cinq doigts » : Népal, Bhoutan, Ladakh, Sikkim et Arunachal Pradesh.

⁴¹ Lire articles 6 et 7 du Traité de 1950.

⁴² Plus de 1700 km de frontières communes. Il existe parfois des tensions au niveau de la démarcation des frontières, dans les régions le long des frontières où certains cours d'eaux changent de trajectoire.

⁴³ La Chine soutenait le Roi Gyanendra quand il combattait les Maoïstes, une fois ces derniers au pouvoir, la Chine changea sa position du jour au lendemain.

aucun a priori idéologique »⁴⁴. D'ailleurs, la crise à laquelle est à nouveau confronté le Népal depuis mai 2009⁴⁵ ne présage rien de bon pour la stabilité du pays. De nombreux analystes estiment que l'instabilité est le résultat d'une guerre par procuration entre Pékin et New Delhi⁴⁶. La position de force des Maoïstes inquiète clairement New Delhi qui craint un effet tâche d'encre dans son pays. La révolution maoïste pourrait en effet s'étendre à l'Etat indien de Chhattisgarh, qui connaît depuis de nombreuses années une forte fragilité en raison de la présence des maoïstes (les Naxalites)⁴⁷. Enfin, la dispute entre l'Inde et le Népal au sujet du traité de la rivière Mahakali pose également problème. L'arrivée de Nepal, le nouveau premier ministre n'est actuellement pas synonyme d'un retour à la stabilité dans le pays, les tensions internes restant très présentes, le premier ministre étant en outre considéré comme plus proche de l'Inde que ne l'était son prédécesseur⁴⁸. Depuis quelques années, Pékin accroît son influence politique et économique dans le pays. La Chine veut par exemple étendre son réseau ferroviaire jusqu'au Népal (voie ferrée Lhassa-Katmandou) et développer les infrastructures au Népal (la voie terrestre Katmandou-Hetauda, à la frontière indienne) et entre ce dernier et le Tibet. Outre la voie existante, *Kodari Friendship Highway*, plusieurs nouvelles routes devraient voir le jour dans les prochaines années⁴⁹. A travers cette politique des infrastructures, la Chine encourage le développement économique dans la région, tout en essayant

⁴⁴ Bobin, F., « Katmandou joue la carte chinoise pour tenir l'Inde à distance », in *Le Monde*, 17 avril 2008.

⁴⁵ Démission du premier ministre maoïste Pushpa Kamal Dahal après un conflit avec le président Ram Baran Yadav, en raison du limogeage du chef de l'état-major de l'armée le général Rookmangud Katawal par Dahal, le général refusant d'intégrer dans l'armée les ex-combattants maoïstes.

⁴⁶ Bobin, F., « Le Népal, théâtre d'une âpre lutte entre Inde et Chine », in *Le Monde*, 30 mai 2009.

⁴⁷ Le danger maoïste en Inde concerne plus de 150 districts répartis sur 13 Etats. Si la menace est idéologique elle est avant tout due à un manque de réformes sociales et économiques et de perspectives d'avenir. Si l'Inde connaît aujourd'hui un boom économique, de nombreuses régions, en particulier rurales n'en bénéficient pas encore. D'autant plus que ces régions de l'Est (Maharashtra, Chhattisgarh et Orissa) sont riches en matières premières (bauxite, chrome, nickel, charbon). (Lire pour plus de détails: Verma, A., « Naxal Threat in India: A long & Arduous Battle lies Ahead », South Asia Analysis Group, Paper n° 3526, 2 December 2009). On peut d'ailleurs rappeler qu'en avril 2010, 75 policiers indiens ont perdu la vie dans l'Etat de Chhattisgarh.

⁴⁸ Lire à ce sujet « Nepal's Future: In Whose Hands? », in *Asia Report*, International Crisis Group, n°173, 13 août 2009.

⁴⁹ Singh, R., « The China Factor in Nepal », in *Indian Defense Review*, vol. 25, 2, April-June, 2010.

d'avoir une plus grande mainmise sur Katmandou. Cette dernière toutefois a bien l'intention de respecter la recommandation de Prithvi Narayan Shah, fondateur du Népal : « *Ce royaume est une igname prise entre deux pierres. Maintenez des relations amicales avec l'Empereur de Chine. Maintenez aussi des relations amicales avec l'Empereur des Mers* (à l'époque le souverain britannique, aujourd'hui l'Inde) »⁵⁰.

Le Bhoutan joue également le rôle d'État-tampon entre les deux grands voisins. Bien que traditionnellement toujours proche de l'Inde⁵¹, dont il dépend en partie pour sa défense, le Bhoutan disposant d'une armée d'à peine 6000 hommes et confronté à plusieurs groupes armés, on observe depuis quelques années un rapprochement entre Thimphou et Pékin, en raison entre autres des travaux publics effectués dans le pays par les entreprises chinoises. Cela étant, les deux pays n'entretiennent pas de relations diplomatiques formelles, car il existe des différends frontaliers entre eux⁵². *In fine*, comme le note T. Mathou « *Toute déstabilisation de l'un des deux pays serait susceptible d'avoir des conséquences non seulement sur l'équilibre géopolitique régional mais aussi sur la stabilité du nord de l'Inde, notamment de ses États du nord-est parcourus par des mouvements sécessionnistes* »⁵³.

Un dernier aspect fortement sous-estimé dans la région, est l'enjeu du bouddhisme. Face à la politique chinoise, l'Inde recourt au bouddhisme en tant que moyen pour contrer l'influence chinoise dans les régions adjacentes⁵⁴. Le bouddhisme est né en Inde au 5^{ème} av. J.C., mais s'est ensuite surtout développé dans la région de l'Asie du Sud, et paradoxalement peu en Inde (une partie des sites importants se situent cependant encore toujours en Inde). L'université de Nalanda sera par

⁵⁰ Cité dans Ramirez, Ph., « Le Népal entre la Chine et l'Inde », in *Outre-Terre*, n°21, 2007, p. 235.

⁵¹ Les deux pays sont engagés dans des projets hydrauliques et le Bhoutan bénéficie de certaines facilités et aides indiennes.

⁵² Incursion militaire chinoise en 2005 (pour cause de tempête dans la chaîne himalayenne) qui s'est transformée en occupation illégale du territoire, avec la construction par les chinois de routes et autres infrastructures en territoire bhoutanais (Hoyois, A., « Quindi... Le Bhoutan devient une Monarchie Parlementaire et un acteur politique régional », 25 mars 2008). (http://cozop.com/arnaud_hoyois/quindi_le_bhoutan_devient_une_monarchie_parlementaire_et_un_acteur_politique_regional)

⁵³ Mathou, T., « Bhoutan et Népal : les royaumes himalayens à l'épreuve de la démocratie - Un enjeu régional entre l'Inde et la Chine », 1^{er} juillet 2007.

⁵⁴ Pour rappel, l'Inde accueille sur son territoire le Dalai Lama et le gouvernement tibétain en exil.

exemple à l'origine un centre d'excellence pour l'étude du bouddhisme mais tombera en désuétude au 12^{ème} siècle. Aujourd'hui, avec l'aide financière de plusieurs autres Etats (Japon, Singapour, Chine), l'Inde a décidé de rendre sa grandeur à Nalanda, mais pas uniquement pour renouer avec un passé historique riche. Face à la volonté chinoise d'apparaître dans la région comme le défenseur du « bouddhisme », et cela après avoir pendant des années détruit sur son territoire ce que représentait le modèle tibétain historique et l'avoir remplacé par un « bouddhisme d'Etat »⁵⁵, l'Inde n'a aucunement l'intention de rester les bras croisés. New Delhi voit dans la défense du bouddhisme une opportunité pour accroître son influence dans la région⁵⁶.

Pakistan-Afghanistan

Depuis leur indépendance, la relation entre le Pakistan et l'Inde sont tendues et complexes⁵⁷. Cela étant, après de fortes tensions en 2001-2002⁵⁸, l'Inde et le Pakistan amorcent une normalisation de leurs relations bilatérales en 2003. Plusieurs mesures de confiance sont mises en place (retour des ambassadeurs dans les deux pays, reprise des liaisons aériennes civiles, libération de prisonniers, proposition de concessions commerciales, etc.). Les deux pays paraissent alors vouloir privilégier la voie du dialogue. La visite en Inde du président Musharraf, du 16 au 18 avril 2005, sera l'occasion de souligner ce rapprochement. Une nouvelle étape sera franchie après le tremblement de terre au Cachemire en septembre 2005 et en 2006 les deux pays établissent une *hotline* concernant la sécurité maritime. Sur le fond, les deux pays négocient sur la base de la formule « 2 plus 6 ». Le « 2 » faisant référence aux grandes questions: le Cachemire⁵⁹ et la sécurité bilatérale après leur nucléarisation.

⁵⁵ Lire par exemple Puel, C., « Shaolin contre les marchands du templier », in *Le Point*, 20-27 décembre 2007.

⁵⁶ Ramachandran, S., « India has its own 'soft power' – Buddhism », in *Asia Times*, 4 July 2007.

⁵⁷ Trois guerres : 1947-1948, 1965, 1971-1972 et en 1999 et mai 2002 à nouveau au bord de la guerre.

⁵⁸ Mi-décembre 2001, des terroristes essaient de pénétrer à l'intérieur du parlement indien. En réaction, l'Inde concentre des troupes le long de la frontière du Rajasthan au Cachemire. Ce qui entraîne une approche similaire de la part du Pakistan. Aussi, les deux pays se trouvent dans une situation tendue pendant plusieurs mois et au bord d'une guerre nucléaire, qui ne sera apaisée que par Washington après un effort diplomatique important.

⁵⁹ Si le Cachemire concerne surtout la relation entre le Pakistan et l'Inde, elle concerne également la Chine, en particulier la région de l'Aksai Chin, annexée par la Chine, lors du

Le « 6 » se réfère à six autres contentieux dont la confrontation dans le glacier du Chian Tse, le commerce, les échanges, les relations de peuple à peuple, etc. Si entre 2003 et 2008 on observe une certaine détente entre les deux Etats, la méfiance reste de mise car il n'y a pas de percée importante dans les différents dossiers (Cachemire, terrorisme, question nucléaire) et les attentats de Mumbai fin 2008⁶⁰ ont accru la méfiance mutuelle, d'autant plus que New Delhi observe avec méfiance le rapprochement de plus en plus explicite entre Pékin et Islamabad.

La Chine et le Pakistan signent le 5 avril 2005 un traité d'amitié, de coopération et de bon voisinage comprenant un ensemble d'accords abordant des questions de défense⁶¹, de commerce et d'échange d'informations technologiques. Dans les faits, les deux Etats sont surtout fortement engagés dans l'élaboration et l'expansion du port de Gwadar (près du Golfe d'Oman). Pékin y aurait installé une station électronique, surveillant le trafic maritime dans le détroit d'Ormuz et la Mer arabe. Le port lui garantirait également le transport du pétrole venant des pays du Golfe et de l'Afrique. Le pétrole des deux régions devrait être acheminé par un oléoduc vers la région du Xinjiang, dans le nord-ouest de la Chine, via le port de Gwadar⁶². L'inconvénient de ce tracé est cependant son coût élevé, vu la distance à parcourir en terrain difficile, sans oublier que Gwadar se situe dans la province du Baloutchistan, plutôt instable⁶³. Cette voie a le grand avantage cependant d'éviter le détroit de Malacca⁶⁴. En outre, comme le mentionne J.-L. Racine : « *Le Pakistan continue d'offrir à la Chine un moyen de limiter l'aura régionale de l'Inde, voir de fixer au Cachemire une partie non négligeable de l'armée indienne* »⁶⁵. Afin de promouvoir le commerce et de désenclaver la région du Xinjiang, les deux pays

conflit avec l'Inde en 1962 et qui permet de plus facilement relier le Tibet au Xinjiang, via la *China National Highway 219*.

⁶⁰ Les attentats de Mumbai feront près de 200 morts.

⁶¹ La Chine assiste le Pakistan en matière de défense (F-22 P frégates, Chars Al Zarrar et Al Khalid, avions JF 17, technologies nucléaires, missiles, etc.).

⁶² La Chine s'intéresse de plus en plus à la province du Baloutchistan, riche en gaz et autres matières premières (charbon et pétrole).

⁶³ Le port de Gwadar se situe dans la région du Baloutchistan, très méfiante envers le pouvoir central pakistanais. Certains mouvements, soutenus selon le Pakistan et la Chine par l'Inde et l'Iran, y sont actifs militairement.

⁶⁴ Cf. *Infra*

⁶⁵ Racine, J.-L., « Les relations entre la Chine et le Pakistan », Groupe d'étude de l'Observatoire sur l'évolution politique et stratégique de la Chine », Asia Centre, SciencesPo, Paris, 11 décembre 2008, p. 6.

investissent encore massivement dans les infrastructures routières (Karakoram Highway) et ferroviaires. La Chine consolide enfin son action dans le pays dans l'exploitation de mines (zinc, cuivre, ...), dans la construction de barrages hydroélectriques, et dans le domaine nucléaire civil⁶⁶.

Face à ce rapprochement, l'Inde développe dans le Golfe Persique le port de Karwar (base de Kadamba) afin de protéger les routes maritimes et de surveiller le développement du port de Gwadar. Pour A. Lamballe : « *La construction d'une très grande base à Karwar, à 100 km au Sud de Goa, dans l'Etat du Karnataka lui donnera des moyens d'action nouveaux. Dans les bases navales existantes, à Mumbai, Vishakapatnam et Cochin, la marine doit partager les installations avec des navires de commerce et des sous-marins mais aussi une base aérienne et diverses autres infrastructures* »⁶⁷. Le port devrait pouvoir accueillir, une fois les transformations terminées, une quarantaine de navires et sous-marins. L'Inde soutient encore le développement du port iranien de Chahbahar qui permet stratégiquement d'encercler le Pakistan⁶⁸. Téhéran et New Delhi collaborent d'ailleurs militairement⁶⁹, en particulier dans le domaine maritime (exercices communs)⁷⁰. Mais, il s'agirait aussi de « *mettre en place un corridor logistique nord-sud reliant la Russie, l'Asie centrale (Turkménistan surtout) et l'Inde via l'Iran* »⁷². C'est le *Inter-Governmental Agreement on International North-South Transport Corridor* de septembre 2000, reliant les ports indiens vers les ports iraniens (Bandar Abbas/ Chahbahar), ensuite par train vers les ports iraniens de la Caspienne (Bandar Anzali/ Bandar Amirabad), puis vers les ports russes de la Caspienne, et enfin via la rivière Volga vers l'Europe du Nord et

⁶⁶ Fin avril, la Chine a accepté de construire deux centrales nucléaires civiles.

⁶⁷ Lamballe, A., « L'Inde un acteur important », in *Revue Militaire Suisse*, n°2 mars-avril 2008, p. 48.

⁶⁸ Le développement de ce port permettra également de désenclaver l'Afghanistan qui aujourd'hui dépend encore trop du port Karachi.

⁶⁹ La coopération militaire se caractérise par l'accès à la technologie indienne, mais dans les faits cela reste fortement limité.

⁷⁰ Un bel exemple d'application du Mandala (Cf. *Infra*).

⁷¹ L'Inde est toutefois fortement concurrencée par la Chine en Iran. En effet les relations entre l'Iran et la Chine sont dans un stade bien plus avancé que celles entre l'Iran et l'Inde. Lire sur le rapprochement Chine-Iran : Eiffling, V., « Chine - Iran : vers une maturité pragmatique ? », in *Notes d'analyse* de la Chaire Inbev Baillet - Latour sur les relations Union européenne - Chine (Université catholique de Louvain), numéro 7, janvier 2010.

⁷² Garnier, G., « Les enjeux de la compétition maritime entre l'Inde et la Chine », 2004-2005 (mémoire DEA), Institut Français de Géopolitique, Université de Paris VIII, p. 164.

Rotterdam, ou la mer Noire-Méditerranée. Ce trajet est de plus ou moins 6500 km au lieu des plus des 16000 km par Suez⁷³. Dans le cadre de ce projet, une voie ferrée pourrait voir le jour entre Chahbahar et Zaranj (Afghanistan)⁷⁴. Au niveau militaire, l'Inde peaufine sa doctrine du « double front » : pouvoir mener des opérations offensives simultanées sur les fronts Ouest et Nord⁷⁵.

Quand on parle du Pakistan, on ne peut omettre de mentionner l'Afghanistan. L'Inde est un donateur important (6^{ème}) en Afghanistan et plus de 4000 indiens sont présents dans le pays (principalement à Kaboul). Cette présence se traduit principalement par la construction de certaines infrastructures (par exemple l'autoroute Zaranj-Delaram, reliant Kaboul à l'Iran, permettant à New Delhi ou le parlement afghan) et la formation de diplomates et policiers, sans oublier son influence grandissante en raison du cinéma de Bollywood. Pour l'Inde, il s'agit avant tout de veiller soit à obtenir un Afghanistan neutre ne pouvant servir de base arrière au Pakistan, soit dans le meilleur des cas un Afghanistan sous influence indienne, lui donnant une profondeur stratégique par rapport au Pakistan, ainsi que par rapport à la Chine⁷⁶.

Le Pakistan veut faire de l'Afghanistan à la fois un Etat soumis à son influence en le maintenant politiquement et militairement faible pour que ne soit pas remis en question la ligne Durand, et restreindre le plus possible l'influence indienne. De là aussi, toute l'ambiguïté envers les Taliban ou d'autres groupes islamistes radicaux dans la région. En

⁷³ Fair, C., « Indo-Iranian Ties: Thicker than Oil », in *Meria*, Vol. 11, n°. 1, Article 5/7 - March 2007.

⁷⁴ Fair, C., « India and Iran: New Delhi's Balancing Act », in *The Washington Quarterly*, Summer 2007, p. 149.

⁷⁵ L'Arabie saoudite se tourne aujourd'hui plus vers l'Est (Chine et Inde). L'Inde s'y intéresse pour sa sécurité énergétique, avoir un pivot dans la région du Golfe et encourager des investissements saoudien sur son territoire dans les secteurs pétrochimiques et des infrastructures. Mais l'Inde s'y intéresse également pour des raisons politiques : le Pakistan. Ce dernier et l'Arabie saoudite ont des intérêts communs : pays dominés par les sunnites, idéologiquement proches et méfiants envers les desseins iraniens. Aussi l'Inde y voit une occasion de se rapprocher de l'Arabie saoudite, afin que celle-ci s'éloigne du Pakistan. Cela s'est confirmé partiellement à travers le document signé en 2010: *The Riyadh Declaration : A New Era of Strategic Partnership*. Au cas où cela fonctionnerait (ce qui n'est pas encore le cas), il lui faudra ensuite, équilibrer sa relation avec l'Arabie saoudite, l'Iran et Israël. (Kapila, S., « Saudi Arabia – India Diplomatic Overtures: Perspectives », South Asia Analysis group, Paper n° 3701, 4 March 2010). Un bel exercice d'équilibriste en perspective.

⁷⁶ Cf. *Infra* stratégie du Mandala.

essayant de jouer dans certains cas la carte islamiste, Islamabad rappelle aux Etats de la région et en particulier à l'Afghanistan, que c'est lui qui détermine les règles du jeu. Parallèlement tant que le Pakistan n'abandonne pas son soutien à l'islamisme radical, les relations commerciales et la construction d'un couloir énergétique entre le Pakistan et les Etats d'Asie centrale ne se réalisera pas. Pour la plupart des Etats d'Asie centrale, le port le plus proche est celui de Karachi. Il existe également depuis quelques années, le projet de gazoduc Turkménistan – Afghanistan - Pakistan (TAP), qu'a rejoint l'Inde en 2006 (TAPI)⁷⁷. Mais ces projets économiques ne peuvent devenir concrets et rentables que s'il y a stabilité. Or, comme le remarque F. Bobin « *Depuis sa naissance, le Pakistan vit dans la hantise de l'encerclement : à l'est, la menace de l'Inde ; à l'ouest, le péril d'un Afghanistan attisant l'irréductibilité pachtoune (le "Pachtounistan"). A leurs yeux, l'Afghanistan doit être impérativement inféodé, "finlandisé", afin d'ouvrir une profondeur stratégique vitale en cas de guerre avec l'Inde. Toute la doctrine stratégique d'Islamabad se résume à cette obsession* »⁷⁸.

Bien qu'absente militairement⁷⁹, l'influence chinoise en Afghanistan est de plus en plus importante. Au-delà du statut d'observateur de l'Afghanistan au sein de l'OCS, les deux pays ont conclu en 2006 un partenariat global et les compagnies chinoises entre autres de télécommunication (Huawei, et ZTE) et de matières premières (China

⁷⁷ New Delhi soutient également le tracé du gazoduc allant de l'Iran vers l'Inde, via le Pakistan (IPI), bien que cela donnerait à Islamabad une arme économique dans le cas de nouvelles tensions entre les deux pays. Aussi, bien que voyant une opportunité, New Delhi hésite à s'engager formellement. Face à ces doutes, l'Iran exerce des pressions sur l'Inde en jouant la carte chinoise. En effet l'Iran a proposé à la Chine de participer au projet, en lieu et place de l'Inde. Il existe déjà un accord signé depuis mars 2010 entre l'Iran et le Pakistan pour transférer du gaz venant du champ de South Pars vers le Pakistan. Pour que le projet soit rentable pour l'Iran, il faut toutefois un troisième partenaire. Si la Chine se montre intéressée, elle a également certaines réserves en raison du terrain difficile, en particulier dans la région de Gilgit, et des risques inhérents à la situation en Iran et au Pakistan (Blank, S., « Will China Join the Iran-Pakistan-India Pipeline ? », in *China Brief*, vol. X, Issue 5, March 5, 2010, pp. 8-9). Les sociétés chinoises et indiennes voient également un intérêt économique dans l'exploitation du champ de South Pars d'autant plus que les sociétés occidentales sont écartées du marché et apparaissent avoir conclu des accords avec le gouvernement iranien à ce sujet ces derniers mois. Dans ce jeu énergétique est apparu une nouvelle initiative indienne : le *South Asia Gas Enterprise*. Il s'agirait de construire un gazoduc sous mer vers l'Inde qui serait approvisionné par du gaz venant de Qatar, d'Iran, d'Irak et d'Oman (Lee, P., « Iran aims for an energy break-out », in *Asia Times*, February 2010).

⁷⁸ Bobin, F., « Pakistan - Etats-Unis : un jeu dangereux », in *Le Monde*, 12 septembre 2008.

⁷⁹ Elle fournit de manière limitée, entraînement et matériel à l'armée afghane et assiste le gouvernement dans la lutte contre le terrorisme et les stupéfiants.

Mettallurgical Group - Jiangxi Copper) ont pénétré le marché afghan⁸⁰. Le consortium a ainsi obtenu le contrat pour exploiter la grande mine de cuivre d'Aynak (Province de Logar)⁸¹. Cette présence permet en outre d'avoir un meilleur contrôle sur les routes énergétiques et la route de la soie.

Myanmar (Birmanie)-Indochine-Bangladesh

Le Myanmar, situé entre la Chine et l'Inde, forme un enjeu géostratégique important en raison de sa façade maritime le long du détroit de Malacca et du Golfe de Bengale, de son lien avec l'Asie du sud-est, d'autant plus que sa frontière est une de seules perméable et accessible pour faciliter une invasion terrestre de l'Inde en Chine ou inversement⁸². Le Myanmar forme aujourd'hui pour la Chine un Etat-pivot de toute première importance⁸³. Pékin bénéficie de l'accès aux ports d'Akyab, Cheduba et Bassein⁸⁴, lui offrant une ouverture sur l'Océan Indien. On observe aussi une forte activité chinoise dans l'exploitation des champs gaziers⁸⁵. Fin mars 2009, les deux pays ont en outre confirmé un accord pour la construction d'un gazoduc et d'un oléoduc (longueur de 2000 km) pour relier le Golfe de Bengale (port de Kyaukryu) à la Chine⁸⁶. Le gazoduc transportera du gaz du champ de

⁸⁰ Kellner, T., « La Chine et la Grande Asie centrale », in *Politique étrangère*, n°3, 2008, p. 585.

⁸¹ Hariharan, R., « China's Influence in India's Neighborhood », Paper n° 2804, 12 August 2008.

⁸² La Chine partage une frontière montagneuse de 2185 km et l'Inde une frontière de 1463 km avec le pays.

⁸³ Jagan, L., « Myanmar best bad buddies with Beijing », in *Asia Times*, June 13, 2007.

⁸⁴ Outre la présence chinoise au Myanmar, il faut également mentionner celle du Pakistan. Bien que la relation entre le Myanmar et le Pakistan reste assez vague, il existe une collaboration militaire, du matériel de guerre pakistanais a été vendu au régime des généraux, et il apparaît, selon l'Inde que c'est par le Myanmar que le Pakistan soutiendrait certains mouvements islamistes au Bangladesh et en Inde.

⁸⁵ Le Myanmar forme la 10ème réserve de gaz mondiale. 19 champs d'exploitation on-shore et 3 off-shore, le pays aurait des réserves exploitables de 510 milliards de m³ sur un volume total de 2540 milliards de m³ de réserves estimées. Les principales compagnies pétrolières chinoises CNPC, Sinopec, Petrochina et CNOOC sont présentes. Il est important à signaler toutefois que le marché énergétique au Myanmar n'est pas dominé par les sociétés indiennes ou chinoises mais que de nombreuses multinationales sont sur le terrain (françaises, américaines, coréennes, japonaises, indonésiennes,...) et que le premier client du gaz birman est la Thaïlande. Par contre les sociétés chinoises sont fortement présentes dans le secteur minier (nickel).

⁸⁶ Jusqu'à présent la province de Yunnan est approvisionnée pour le fuel par camion et depuis 2005 par un oléoduc partant de Maoming (Guangdong) vers Kuming. Aussi ces pipelines sont d'une grande importance pour le développement économique de la région.

Shwe vers la province de Yunnan⁸⁷, alors que l'oléoduc transportera le pétrole venant du Moyen-Orient et de l'Afrique afin d'éviter de passer par le détroit de Malacca⁸⁸. Ils devraient entrer en fonction d'ici 2013⁸⁹. CNPC a 50,9% des parts dans le projet et 49,1% est dans les mains de la MOGE⁹⁰. Enfin, il existe une dernière raison de l'intérêt chinois pour son voisin. Plus d'un million de chinois travaillent et vivent au Myanmar. Depuis les émeutes de l'automne 2007, la Chine encourage des réformes dans le pays, mais elle maintient d'excellents contacts avec la junte militaire (Than Shwe, Maung Aye et Thura Shwe Mann), car il s'agit pour Pékin de garantir une certaine stabilité du régime, pour éviter un retour massif⁹¹ des Chinois au pays, synonyme d'instabilité sociale dans les villes chinoises le long de la frontière⁹². Les relations commerciales avec le Myanmar sont importantes pour les provinces chinoises de la région afin qu'elles se désenclavent et aient une voie d'exportation via le Myanmar. Le corridor Kunming-Rangoon se développe fortement comme voie commerciale aussi bien par route que par voie maritime. Cette politique est une conséquence directe du Programme de développement de l'Ouest (*Go West Policy*), lancé en 1999, qui consiste à développer les régions intérieures afin de les désenclaver par le développement des

⁸⁷ Un groupe dirigé par Daewoo International Corp [qui comprend le birman Myanmar Oil and Gas Enterprise (MOGE), les indiens Oil & Natural Gas Corp et GAIL et le coréen Korean Gas Corp] a signé un accord en décembre 2008 afin de vendre le gaz en provenance du champ de Shwe au chinois CNPC. Dans les faits « *la MOGE a signé, en décembre 2005, un Memorandum of Understanding avec l'entreprise chinoise PetroChina pour l'exportation, pendant une période de trente ans, du gaz extrait du bloc A-1 vers la République Populaire de Chine, (...) sans en avoir, au préalable, informé officiellement New Delhi, qui est impliqué depuis le début dans l'exploitation du site de Shwe à travers ONGC et GAIL* ». (Amelot, F., « La compétition énergétique indochinoise en Birmanie », in *Géostratégiques*, n° 19, avril 2008, pp. 153 e.s.). Or à l'origine le gaz devait être exporté vers l'Inde.

⁸⁸ L'oléoduc devrait avoir une capacité de 400000 barils par jour allant du port de Kyaukphyu vers la région de Kunming et se prolongeant ensuite vers Guizhou et Chiongqing.

⁸⁹ Les pipelines passent toutefois par une région du Myanmar (Kachin) connue pour son instabilité politique.

⁹⁰ Ramachandran, S., « China secures Myanmar energy route », in *Asia Times*, 3 April 2009.

⁹¹ Les tensions fin août 2009 à la frontière sino-birmane, en raison des combats opposant les forces gouvernementales et des groupes rebelles (Jingpo ou Kachin) ont rappelé à la Chine la fragilité de cette région et donc la menace sur ses intérêts économiques ainsi que le danger d'une immigration incontrôlée vers la Chine (30000 birmans s'étant réfugiés sur le territoire chinois).

⁹² Jagan, L., « Myanmar best bad buddies with Beijing », in *Asia Times*, June 13, 2007.

infrastructures pour compenser le déséquilibre et garantir la stabilité sociale⁹³.

Face à cette politique de l'Empire du Milieu, il y a une volonté de l'Inde de soustraire le Myanmar de l'influence chinoise⁹⁴. Si la présence chinoise au Myanmar est importante, sa présence militaire dans le pays reste assez vague et floue, pourtant l'Inde y voit une vraie menace sécuritaire. Face à une perception « réelle » de la menace, l'Inde renforce sa présence dans les îles⁹⁵ Andaman et Nicobar⁹⁶. L'Inde vend pareillement du matériel militaire et soutient le régime des généraux dans leur lutte contre des groupes d'insurgés agissant dans la région frontalière. Les deux pays organisent d'ailleurs depuis plusieurs années des exercices navals communs. Mais le Myanmar a également un intérêt économique. A cette fin, l'Inde conclut début 2006, une série d'accords pour exploiter des champs gaziers et pour construire un gazoduc allant d'Arakan vers l'Inde via le Bangladesh, le projet, certes non encore abandonné, n'est plus d'actualité aujourd'hui⁹⁷. D'autant plus que la relation entre le Bangladesh et le Myanmar est également complexe, en raison d'un différend sur la revendication de certaines zones offshore riches en hydrocarbures. New Delhi apparaît toutefois avoir obtenu un contrat pour moderniser et développer le port de Sittwe, lequel devrait pouvoir permettre de désenclaver la région nord-est indienne. L'Inde a construit également une route terrestre allant de Calcutta vers la Thaïlande à travers le Myanmar (*Indo-Myanmar Friendship Road*) afin de

⁹³ Pour plus de détails lire : « China's Myanmar Dilemma », in *Asia Report*, International Crisis Group, n°177, 14 September 2009.

⁹⁴ Pour un aperçu historique de la relation entre l'Inde et le Myanmar, lire Lintner, B. « India stands by Myanmar status quo », in *Asia Times*, November 14, 2007 et Lall, M., « India-Myanmar Relations – Geopolitics and Energy in Light of the New Balance of Power in Asia », in *ISAS Working Paper*, n° 29, 2 January 2008.

⁹⁵ Développement des ports (pour positionner sous-marins, destroyers et navires amphibies) et aéroports (Shibpur à Andaman et Campbell Bay à Nicobar pour accueillir des ravitailleurs, des SU-30MKI, des drones).

⁹⁶ Egreteau, R., « India and China Vying for Influence in Burma – A new Assessment », in *India Review*, vol. 7, n°1, January-March, 2008, pp. 44-45.

⁹⁷ Le contrat était important pour l'Inde car les prospections sur le territoire indien et dans les eaux territoriales indiennes ont donné ces dernières années des résultats décevants. Or l'accès au gaz du Myanmar, vu sa proximité géographique est direct et demande un coût peu élevé. Pour des raisons politiques et économiques, le Bangladesh a exigé des demandes qui seront considérées comme inacceptables par l'Inde. New Delhi réfléchit toutefois à une alternative qui éviterait de passer par le Bangladesh, mais plutôt par la région du nord-est de l'Inde. (Lire à ce sujet, Amelot, F., « La compétition énergétique indo-chinoise en Birmanie », in *Géostratégiques*, n° 19, avril 2008, pp.152-156).

promouvoir la coopération économique entre l'Asie du Sud et l'Asie du Sud-est, entre la *South Asian Association for Regional Cooperation* (SAARC)⁹⁸ et l'*Association for South East Asian Nations* (ASEAN)⁹⁹. Mais cette voie est confrontée à des problèmes pratiques (une géographie difficile) et aux insurrections dans cette région du Myanmar (Naga et Chin)¹⁰⁰. Aussi les échanges commerciaux entre la Chine et le Myanmar sont bien plus importants que ceux entre l'Inde et le Myanmar¹⁰¹. La route Stilwell (route qui traversait la Birmanie lors de la Seconde guerre mondiale pour ravitailler les forces chinoises) pourrait être réhabilitée, reliant ainsi l'Inde et la Chine via le Myanmar. Si la Chine a modernisé une partie de l'ancienne route, l'Inde et le Myanmar n'ont pas encore abouti à un accord sur le projet¹⁰².

La Chine accroît sa présence le long de la rivière du Mékong¹⁰³ à travers principalement le programme *Greater Mekong Subregion Programme*, lancé en 1992 par la Banque de développement d'Asie et qui comprend le Cambodge, le Laos, le Myanmar, la Thaïlande, le Viêt-Nam et la province de Yunnan. L'objectif de l'initiative est de renforcer la coopération politique et économique entre Etats membres.

La Chine est très intéressée par les couloirs économiques partant de la ville de Kunming vers respectivement le port de Bangkok (Thaïlande), le port de Haiphong (Viêt-Nam) et le port de Kyaukpyu (Myanmar). Aussi la Chine finance-t-elle et construit-elle une infrastructure routière en Asie du Sud-Ouest, de la région du Yunnan vers Bangkok. A travers ces

⁹⁸ Ainsi Pékin et New Delhi s'affrontent également dans le cadre institutionnel. Ils essaient à leur manière d'influencer l'ASEAN, afin de faire entrer cette dernière dans leur sphère d'influence et s'opposent principalement en Asie centrale à travers le *South Asian Association for Regional Cooperation* (Inde) et l'Organisation de Coopération de Shanghai (Chine).

⁹⁹ Amelot, F., « La compétition énergétique indochinoise en Birmanie », in *Géostratégiques*, n° 19, avril 2008, p.154.

¹⁰⁰ Egretreau, R., « India and China Vying for Influence in Burma – A new Assessment », in *India Review*, vol. 7, n°1, January-March, 2008, p. 50.

¹⁰¹ A noter que le Myanmar a d'autres partenaires commerciaux importants : Singapour, Indonésie, Malaisie, Viêt-Nam, Corée du Sud, Japon, sans oublier la Russie.

¹⁰² Pour le Myanmar, il importe de maintenir de bonnes relations avec les deux pays, ne voulant pas se trouver sous la seule influence d'un des deux et ainsi garder une position de force relative.

¹⁰³ Le Mékong, long de 4425 km prend sa source au Tibet, traverse la province chinoise de Yunnan, le Myanmar, la Thaïlande, le Laos, le Cambodge et le Vietnam pour atteindre la Mer de Chine du Sud.

projets, la Chine a l'intention de développer sa région ouest pour attirer les investissements nécessaires à un développement durable. La Chine veut également rendre la rivière du Mékong navigable¹⁰⁴ et y construit des barrages hydrauliques entraînant des problèmes économiques dans les domaines de la pêche et des plantations de riz, la sécheresse et la dégradation de l'environnement pour les autres pays de la région¹⁰⁵. Hanoï, outre les conséquences mentionnées, ne voit pas cela d'un bon œil pour des raisons de sécurité¹⁰⁶ : un Mékong navigable deviendrait pour la Chine un « *axe de pénétration chinois* »¹⁰⁷. D'autant plus qu'il y a jusqu'à peu la Chine et le Viêt-Nam se disputaient la démarcation de leur frontière commune (1350 km)¹⁰⁸ et encore toujours la souveraineté maritime sur une partie de la Mer de Chine (îles Paracels et Spratly) en raison entre autres d'enjeux énergétiques et de pêche. La Chine a également signé un accord militaire en novembre 2003 avec le Cambodge pour fournir entraînement et équipement aux forces cambodgiennes. La Chine peut également compter sur une diaspora importante (près d'un million), présente dans le commerce informatique, l'import-export, l'hôtellerie, ... L'aide directe chinoise est estimée à 200 millions de dollars par an et Pékin est le premier investisseur dans le pays. La Chine construit également routes et chemins de fer et en contrepartie elle exploite des concessions minières et les groupes pétroliers ont accès aux champs off-shore dans le golfe de Sihanoukville¹⁰⁹. On observe dès lors que la région du Mékong et cela est confirmé dans le Livre Blanc de la Défense de 2002, devient une région stratégique et d'influence pour la Chine aussi bien d'un point de vue économique (importation de matières premières et exportations de ses biens manufacturés) que militaire (garder à distance les Etats-Unis et l'Inde).

¹⁰⁴ Pour un thaïlandais : « *Nous avons adapté nos bateaux au Mékong mais les Chinois veulent adapter le Mékong à leurs bateaux, ils veulent en faire un canal* ». (Cité dans Compain, F., « La Chine a fait main basse sur le fleuve », in *Le Figaro*, 2 avril 2010).

¹⁰⁵ Il existe depuis 1995 une agence intergouvernementale de consultation (*Mekong River Commission*) sur le partage et gestion des eaux, le développement durable, etc. En sont membres le Laos, le Viêt-Nam, le Cambodge et la Thaïlande.

¹⁰⁶ La Chine a en 2000 conclu avec le Laos, le Myanmar et la Thaïlande un accord sur la navigation du Mékong (*Agreement on Commercial Navigation on Lancang Mekong River*).

¹⁰⁷ Galland, F., *L'eau. Géopolitique, enjeux, stratégies*, CNRS éditions, Paris, 2008, p.135.

¹⁰⁸ En 1999, les deux pays avaient conclu un accord qui laissait encore certaines questions ouvertes. Ces dernières ont été résolues en décembre 2008 par un nouvel accord.

¹⁰⁹ Danjou, F., « Le poids de la Chine au Cambodge », 27 décembre 2009.

Face à la percée chinoise en Asie du Sud-Ouest, l'Inde essaie de jouer jeu égal. Le pays avec cinq Etats membres de l'ASEAN (le Myanmar, le Viêt-Nam¹¹⁰, le Laos, le Cambodge et la Thaïlande) s'est engagé dans la construction de la *TransAsian Highway*, devant connecter Delhi à Hanoi, par la route et le rail, dans le cadre du *Mekong-Ganga Cooperative project*, lancé en 2000 (Déclaration de Vientiane) et dont l'objectif est le développement économique (tourisme, culture, éducation, transport, communications) du bassin du Mékong¹¹¹.

Pour Pékin, dans sa recherche des matières énergétiques et dans sa volonté de contrer l'Inde, l'intérêt pour le Bangladesh n'est pas non plus à sous-estimer, étant donné ses réserves importantes en gaz, ainsi que sa position stratégique. La Chine modernise d'ailleurs le port de Chittagong qui donne sur le Golfe de Bengale. La Chine a en outre conclu un accord de coopération militaire en 2002 avec le Bangladesh et l'armée bangladais est en outre principalement composée de matériel chinois.

La relation entre l'Inde et le Bangladesh est par contre plutôt tendue et cela pour plusieurs raisons¹¹². Il existe une volonté de la part du premier de construire un barrage (barrage Tipaimukh) sur la rivière Barak, ce qui pourrait avoir selon le second des conséquences économiques et environnementales importantes pour son pays, en raison du manque d'eau dans la région¹¹³. Il existe également un différend entre les deux pays (qui concerne aussi le Myanmar) à propos de la démarcation de leur frontière maritime dans le Golfe de Bengale et à propos d'une île (Talpatty/ New Moore) sur la rivière Hariabhanga, l'enjeu étant principalement le contrôle de réserves pétrolières¹¹⁴. L'Inde construit en outre un mur à sa frontière avec le Bangladesh¹¹⁵ afin d'arrêter

¹¹⁰ Le Viêt-Nam est le pays de l'ASEAN où l'Inde investit le plus. Ce n'est guère étonnant quand on sait que les deux pays cherchent à former un contrepoids à la Chine. Dans le cadre de la stratégie du Mandala, le Viêt-Nam joue en outre un rôle important pour l'Inde. Dès lors, l'armée indienne essaie d'avoir accès au port de Cam Ranh Bay.

¹¹¹ Carpentier de Gourdon, C., Berthet S., « L'Inde à l'aube d'un monde multipolaire », in *AFRI* 2006.

¹¹² Cf. *Supra* la question de gaz entre le Myanmar et l'Inde.

¹¹³ Animesh Roul, A., « India, Bangladesh: Dam Diplomacy », in *ISN Security Watch*, 4 August, 2009.

¹¹⁴ Karim, A., « Bangladesh-India Relations: Some Recent Trends », in *ISAS Working Paper*, n° 96, 12 November 2009.

¹¹⁵ Une frontière commune de 4000 km.

l'infiltration des extrémistes islamistes¹¹⁶, d'insurgés indiens¹¹⁷ et des immigrants illégaux¹¹⁸. Pour Gourdon et Berthet : « *Ce mouvement démographique et social pourrait conduire à terme à la sécession de toute la région nord-est qui constitue une sorte de zone tampon, à dominante tribale, entre Inde, Chine et Myanmar, de longue date sujette à une intense activité de la part de missionnaires anglo-saxons, de révolutionnaires marxistes et de groupes islamistes, généralement favorables à la sortie de l'Union indienne par la constitution de nations indépendantes (Nagaland, Manipur, Assam, Mizoram, etc.)* »¹¹⁹. Toujours selon Gourdon et Berthet « *le Bangladesh (...) est devenu pour l'Inde un souci au moins égal à celui posé par le Pakistan. Il verrouille en effet l'accès de l'Inde à la péninsule indochinoise, dont l'importance commerciale est croissante pour Delhi* »¹²⁰. Il existe cependant au niveau économique depuis 1997, BIMSTEC (*Bay of Bengal Initiative for Multisectoral Technical and Economic Cooperation*), composé de membres de SAARC et de deux membres de l'ASEAN (Bangladesh, Inde, Myanmar, Sri-lanka, Thaïlande). Ils coopèrent dans différents domaines : communication, énergies, commerce, investissements, transport, technologie, etc.¹²¹. Les relations économiques entre les deux pays se sont d'ailleurs développées passant d'un milliard de dollars en 2001 à 2,55 milliards de dollars en 2007. Afin de toutefois promouvoir la coopération dans la région a été lancée en mars 2010 une nouvelle initiative comprenant le Bangladesh, l'Inde, la Chine et le Myanmar (BCIM), laquelle se donne comme objectif d'établir des relations de confiance entre les membres à travers des initiatives de coopération, principalement économiques¹²².

Toujours dans la région, si la relation entre le Sri Lanka et l'Inde est bonne, malgré certaines différences concernant la question Tamil, on observe un rapprochement entre Colombo et Pékin. En effet, l'Inde s'est opposée ces dernières années à armer l'armée sri-lankaise, ce dont a

¹¹⁶ Ex. le Harkat-ul-Jihad-al-Islami (HuJI).

¹¹⁷ Le *United Liberation Front of Assam* ou le *National Democratic Front of Bodoland*.

¹¹⁸ Les deux pays partagent une frontière commune de près de 4100 km.

¹¹⁹ Carpentier de Gourdon, C., Berthet, S., « L'Inde à l'aube d'un monde multipolaire », in *AFRI*, 2006, p. 253.

¹²⁰ Carpentier de Gourdon, Berthet, S., « L'Inde à l'aube d'un monde multipolaire », in *AFRI*, 2006, p. 253.

¹²¹ L'Inde tente d'y inclure les questions de sécurité et de politique. En 2004, les Etats membres ont conclu un préaccord pour établir une zone de libre-échange d'ici 2017.

¹²² Chowdhury, I.A., « Bangladesh-China: An emerging Equation in Asian Diplomatic Calculations », in *ISAS Working Paper*, n°105, 31 March 2010, p. 2 et 9.

profité la Chine (et le Pakistan) pour fournir des armes (radars, avions de chasse). La Chine est le premier donateur et est présent, ici encore dans la construction des infrastructures. Elle participe à la construction de l'aéroport de Mattala qui devrait être achevé d'ici fin 2011. Selon New Delhi, il pourrait servir éventuellement de point de ravitaillement à l'armée chinoise, en particulier à sa marine qui à l'avenir pourrait être stationné à Hambanthota. Car Pékin assiste également le Sri Lanka pour agrandir le port de Hambanthota (projet en plusieurs phases, débuté en janvier 2008 et qui devrait prendre 15 ans). Et même si le port est avant tout un port commercial, l'Inde craint son utilisation comme base navale chinoise¹²³ ce qui donnerait à Pékin une ouverture sur l'Océan Indien, ainsi qu'un meilleur contrôle des voies maritimes commerciales. Elle est encore présente dans l'exploration des champs de pétrole dans le bassin de Mannar, tout comme l'Inde par ailleurs. Manquant de bases navales dans l'Océan indien, on observe également un rapprochement avec le Madagascar, l'île Maurice, les Seychelles et les Maldives¹²⁴, chasse gardée traditionnelle de l'Inde. En 1993 déjà Zhao Nanqi, déclarait: « *we can no longer accept the Indian Ocean as only an ocean of the Indians* »¹²⁵. Face à cette politique menée par la Chine, l'Inde renforce ses positions dans ces pays. Il s'est encore rapproché ces dernières années des Maldives¹²⁶, de l'île Maurice et des Seychelles (qui forment des têtes de pont intéressantes sur le continent africain): accords économiques, patrouilles maritimes, formation des militaires. A Madagascar, New Delhi construit une station de surveillance, et l'île Maurice pourrait suivre¹²⁷. Les îles de Laquedives, au sud de la mer d'Oman et appartenant à l'Inde, sont également d'un intérêt particulier pour l'Inde car le pays entend bien contrôler ce qu'elle considère comme sa zone d'influence naturelle. Le Tsunami de décembre 2004 jouera un rôle révélateur à cet égard: l'Inde avait déployé dans

¹²³ Curtis, L., « U.S.–India Relations: The China Factor », in *Backgrounder*, Heritage Foundation, November 25, 2008.

¹²⁴ La Chine a exprimé son désir de construire une base navale à Marao (Maldives), chasse gardée indienne pourtant. Elle n'hésite en outre pas à jouer la carte historique en évoquant les épopées de Zheng He aux Maldives au 15^{ème} siècle, tout en rappelant que dans l'histoire chinoise, les Maldives s'appelaient « Liushan Guo ».

¹²⁵ Cité dans Scott, D., « The Great Power 'Great Game' between India and China: The Logic off Geography », in *Geopolitics*, 13, 2008, p. 6.

¹²⁶ L'Inde forme l'armée aérienne maldivienne.

¹²⁷ Pant, H.V., « Le rôle croissant de l'Inde dans l'Océan indien », in *Défense nationale et sécurité collective*, n° 4, avril 2008.

l'Océan indien un dispositif humanitaire maritime pour y affirmer avant tout son influence et sa domination.

Le Détroit de Malacca

Le détroit de Malacca relie l'Océan indien à la mer de Chine par la mer d'Andaman au Nord et par le détroit de Singapour au Sud. Chaque année plus de 60 000 navires passent par le détroit de Malacca. Près de 25 % du pétrole et 2/3 du gaz transitent par ce détroit, lequel ne mesure que 2,4 km de large à son point le plus étroit. Les routes alternatives sont les détroits de Sunda et de Lombok-Makassar. Le premier est un détroit dont la profondeur n'est pas très importante rendant le passage des gros navires impossible. Le détroit de Lombok est quant à lui plus facilement navigable mais rend les trajets plus longs de quelques jours. En cas d'obstruction de ces détroits, il faudrait passer par les côtes australiennes, rendant le trajet plus long de plus ou moins 15 jours. Il offre en outre une voie de passage très importante militairement parlant.

25% des exportations chinoises et 15% de ses importations transitent par ces voies maritimes et que $\frac{3}{4}$ de ses importations en hydrocarbures (Afrique, Moyen-Orient et Amérique latine) empruntent ces voies¹²⁸. Il n'est donc guère étonnant pas étonnant de voir Pékin accroître depuis quelques années sa présence dans la région en développant sa puissance maritime. Pour l'heure, la marine chinoise disposerait que d'un seul sous-marin SSBN¹²⁹, classe Xia (serait resté à l'état de prototype), construit dans les années 80. D'ici quelques années, elle devrait posséder toutefois plusieurs exemplaires Jin (Type 094). Elle devrait aussi s'équiper à terme de plusieurs nouveaux sous-marins nucléaires tactiques d'attaque à propulsion nucléaire de Type 093 (Shang). Elle en possède déjà cinq de la classe Han. Un autre sous-marin du type Yuan, un sous-marin d'attaque conventionnel diesel supposé capable de lancer des missiles antinavires russes « squal » et des torpilles classiques a également fait son apparition au sein des forces navales chinoises en 2004. La Chine a également acquis une dizaine de sous-marins de classe « Kilo » russes, équipés des missiles de croisière antinavire russes Novator 3M-54E,

¹²⁸ Lafargue F., *La guerre mondiale du pétrole*, Ellipses, Paris, 2008, p.148.

¹²⁹ Sous-marins nucléaires lanceurs d'engins.

particulièrement vulnérables pour les porte-avions¹³⁰. La flotte de surface s'est renforcée par l'acquisition de plusieurs destroyers russes de la classe Sovremenny, équipés de 8 missiles *surface-surface* supersoniques SS-N-22 *Sunburn* et de missiles antiaériens SA-N-7 *Gadfly*. L'armée chinoise a également commencé la production du destroyer de Type 052C Lanzhou-class (construit sur le modèle des navires Aegis américains). La Chine développe encore des destroyers de la classe Luhai Shenzhen, ici aussi équipés de radars similaires aux Aegis, mais mettant l'accent principalement sur la lutte anti-aérienne¹³¹. Elle a également commencé à moderniser ses destroyers de la classe Luhu et Luda, ainsi que les frégates de la classe Jiangwei. La future vocation océanique de la flotte chinoise se traduit également dans la construction de grands pétroliers ravitailleurs et dans sa volonté de réaliser la mise en service à court terme de porte-avions. Le colonel Huang Xueping, porte-parole du ministère de la défense déclare pour la première fois très officiellement, fin décembre 2008, l'intérêt porté par la Chine à la construction d'un porte-avions ajoutant que « *Aircraft carriers are a symbol of a country's overall national strength as well as the competitiveness of the country's naval force* ». La marine acquiert de surcroît des LPD (Type 071), bâtiments amphibies, dont elle a reçu son premier exemplaire en 2007 (Kunlunshan) et investit fortement dans des chalands de débarquement (types Yuting, Yukang, etc.). La RPC devrait disposer d'un peu moins de 100 bâtiments de surface d'ici 2010 de qualité variée, sans oublier la modernisation de sa flotte amphibie et ses sous-marins. Les capacités maritimes chinoises évoluent progressivement de la défense des côtes (*green-water navy*) au *sea denial*, et d'ici deux décennies elles devraient former une *blue-water navy*. Afin de pouvoir se projeter et de mieux patrouiller son espace maritime, Pékin investit également dans les avions de transport (Il-76, Y-8, Y-9 et Antonov-12), de ravitaillement et tente de développer des avions Awacs (à partir du Il-76 et Y-8)¹³². En avril 2009, la Chine fêtant les 60 ans de sa marine, en a

¹³⁰ Tkacik, M., « La Chine augmente la production de sous-marins d'attaque », 28 février 2006 (http://www.corlobe.tk/IMG/_article_PDF/article_2211.pdf).

¹³¹ Athwal, A., *China-India Relations, Contemporary Dynamics*, New York, Routledge 2008, p. 40.

¹³² L'influence de Mahan est de plus en plus présente dans la pensée maritime chinoise. Lire à ce sujet : Tanguy Struye de Swielande, « Piraterie maritime: un nouveau rapport de force dans l'Océan indien ? », *Notes d'analyse* de la Chaire InBev Baillet - Latour sur les relations Union européenne - Chine (Université catholique de Louvain), numéro 1.

profité pour présenter aux médias et délégations étrangères une partie de sa flotte. Si elle n'a pas nécessairement surpris les grandes puissances, il s'agissait principalement d'envoyer un message aux pays limitrophes de la Mer de Chine. On observe d'ailleurs un début de cours aux armements en particulier dans le domaine maritime dans la région. Il est évident que la Chine cherche un contrôle sur toute la Mer de Chine, certains parlant même d'une doctrine Monroe chinoise.

Face à cette montée en puissance, l'Inde fait de même. Nehru ne disait-il pas au demeurant que « *To be secure on land, we must be supreme at sea* »¹³³. La doctrine maritime indienne d'avril 2004, *Maritime Manoeuvre from the Sea*, est claire: développement d'une dissuasion nucléaire minimum (sous-marine), maîtrise de la guerre littorale et domination de la région de l'Océan indien. A cette fin le pays investit dans sa projection maritime. Le porte-aéronefs Gorshkov, racheté pour 1,6 milliards de dollars en janvier 2004¹³⁴ sera capable d'emporter une quinzaine de Mig-29 et quelques hélicoptères Ka-31. Le Vikrant, le nouveau porte-avions de fabrication indienne pouvant embarquer 16 chasseurs Mig-29K et une vingtaine d'hélicoptères, devrait être mis quant à lui en service en 2015 (le projet ayant pris plusieurs années de retard en raison de problèmes de conception)¹³⁵. Un second porte-avions devrait entrer en service d'ici 2018. Actuellement l'Inde ne peut compter que sur le porte-avion, l'INS Viraat pour se projeter. En 2007, l'Inde a encore acquis le navire amphibie américain USS Trenton. Le pays investit aussi dans la modernisation de sa flotte de surface classique: destroyers de type Delhi (s'appuyant sur les modèles soviétiques) et de la classe Bangalore, les frégates Brahmaputra et Shivalik¹³⁶. Plusieurs autres types de navires sont actuellement en construction : commission de trois frégates Krivak III, constructions de trois frégates de Type 17 également dotées de missiles de croisière et, théoriquement, furtives. Dans le domaine sous-marin, l'Inde possède 10 sous-marins de la classe Kilo (de fabrication russe),

¹³³ En 2008, l'Inde a participé à des exercices navals avec la France et la Grande Bretagne dans l'Atlantique, montrant ainsi sa projection de puissance.

¹³⁴ La Russie, qui effectue les travaux de modernisation et d'adaptation remettra le porte-avions Vikramaditya (ex-l'Amiral Gorshkov) à l'Inde en 2012.

¹³⁵ Lire pour plus de détails, Ramachandran, S., « India's blue water dreams may have to wait », in *Asia Times*, Augustus 21, 2007.

¹³⁶ Garnier, G., « Les ambitions navales de l'Inde et de la Chine : vers une dangereuse compétition ? », in *DSI*, n°11, janvier 2006, p. 37.

actuellement en phase de modernisation, quelques sous-marins allemands T-209 et quelques anciens Foxtrots russes. En septembre 2005, New Delhi et la filiale Armaris ont conclu un contrat pour la construction de six sous-marins de la classe Scorpene, équipés de missiles Exocet (le premier devant entrer en service d'ici 2012). Elle a également sous leasing avec les Russes deux sous-marins SSN de la classe Akula. L'Inde ayant renoncé à une première frappe nucléaire, elle se focalise sur une capacité de deuxième frappe et par conséquent sur la construction de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins¹³⁷.

On observe, en définitive, de part et d'autre le développement d'une marine importante pour contrôler les différents détroits, les voies maritimes, la haute mer et les sphères d'influence réciproque.

Conclusion

Si les deux nations ont renoué ces dernières années le dialogue et développé des relations commerciales et diplomatiques, les déclarations de la présidente indienne Patil devant le Parlement en février 2009 doivent être prises avec un certain recul : « *des échanges réguliers à haut niveau, des liens économiques et commerciaux accrus, des contacts de défense multipliés et des échanges entre les populations renforcés. Notre partenariat stratégique et coopératif avec la Chine a progressivement acquis une perspective plus régionale et internationale* »¹³⁸. En raison de leur poids économique, l'Inde et la Chine essaient de voir de plus en plus leur voisinage proche comme une opportunité (frontières « réseaucentrées ») et non plus uniquement sous un angle sécuritaire, essayant ainsi de privilégier l'interdépendance et donc la stabilité. Dans cette région limitrophe, si le dilemme de sécurité n'était pas aussi pesant, on pourrait en effet envisager une interdépendance économique qui encouragerait les échanges économiques et le développement des régions en question (zone allant de l'Asie centrale vers la Mer de Chine du Sud). Cela étant, d'un point de vue géostratégique, la relation se caractérise par des tensions

¹³⁷ Lancement en juillet 2009 du sous-marin l'*INS Arihant*. Il faudra encore attendre quelques années toutefois avant qu'il soit déclaré opérationnel. A plus long terme l'Inde devrait s'en procurer cinq.

¹³⁸ « L'Inde salue les progrès du développement de ses relations avec la Chine », in *Xinhua*, février 2009.

importantes, la question étant de savoir qui parviendra à encercler ou à endiguer l'autre¹³⁹.

La Chine essaie d'encercler l'Inde à travers e.a. le Pakistan, le Myanmar, le Tibet, le Cachemire chinois¹⁴⁰. Les objectifs chinois sont clairs : avoir de bonnes relations avec les régimes en place afin de contenir l'Inde, accroître ses relations économiques et sécuritaires et développer des voies alternatives au Détroit de Malacca¹⁴¹. Pour Chellaney : « *La Chine fait monter la pression sur l'Inde sur trois flancs. Elle met au point deux 'corridors' nord-sud de part et d'autre de l'Inde : le corridor de Karakoram, qui part du Xinjiang et rejoint le port pakistanais de Gwadar, construit par les Chinois non loin de l'entrée du détroit d'Ormuz, par où transite 40 % de l'offre mondiale de pétrole. L'autre corridor relie la province du Yunnan aux ports birmanes sur le golfe du Bengale. En outre, la Chine consolide un axe est-ouest au Tibet, le long de la frontière septentrionale de l'Inde* »¹⁴². Le repositionnement de la Chine s'explique en effet encore par un désir d'un plus grand contrôle sur l'Océan Indien. Selon un rapport intitulé *Energy Futures in Asia*, la Chine adopterait ainsi une stratégie du « collier de perles » composée de bases et de liens diplomatiques et commerciaux s'étendant de la mer de Chine au Moyen-Orient: Hainan (Chine), Sittwe et îles Coco (Myanmar), Gwadar, Pasni (Pakistan) Chittagong (Bangladesh), Sri Lanka, îles Maurice, Maldives, etc. Le raisonnement serait le suivant : « *celui qui contrôle l'Océan indien contrôle l'Asie. L'Océan indien est la voie de passage pour les sept mers du monde.*

¹³⁹ Si la concurrence entre la Chine et l'Inde est importante, la Chine essaie de maintenir de bonnes relations avec l'Inde, voulant éviter un rapprochement trop important entre l'Inde et les Etats-Unis.

¹⁴⁰ Gurmeet Kanwal, directeur du centre de recherche, The Center for Land Warfare Studies : « *While China professes a policy of peace and friendliness toward India, its deeds clearly indicate that concentrated efforts are under way aimed at strategic encirclement of India. For the last several decades, China has been engaged in efforts to create a string of anti-Indian influence around India through military and economic assistance programs to neighbourly countries, combined with complementary diplomacy. Pakistan, Bangladesh, Nepal, and Sri Lanka have been assiduously and cleverly cultivated toward this end...China's foreign and defense policies are quite obviously designed to marginalise India in the long term and reduce India to the status of a sub-regional power by increasing Chinese influence and leverage in the South Asian region* » (Cité dans Chaturvedy, R.R., Malone, D.M., « India and Its South Asian Neighbours », in *ISAS Working Paper*, n° 100, 26 November 2009, p. 29.)

¹⁴¹ En Chine on parle de plus en plus du « Dilemme de Malacca ». D'une part la Chine se sent vulnérable par rapport à sa dépendance envers le détroit. Mais si elle veut réduire cette vulnérabilité, elle doit renforcer sa présence dans la région ainsi qu'envisager d'escorter ses navires. Ce qui pourrait entraîner de la part des pays de la région une réaction y voyant dans la politique chinoise une menace.

¹⁴² Chellaney, B., « L'Inde s'inquiète », in *Le Figaro*, 15 octobre 2007.

La destinée du monde au 21^{ème} siècle sera déterminée par l'Océan indien »¹⁴³. L'Inde pour sa part se trouve confronté à toutes ses frontières à des Etats, avec qui il entretient des relations complexes et cela malgré une interdépendance économique et une politique d'ouverture et de dialogue plus importante avec ses voisins¹⁴⁴. New Delhi est en partie influencée dès lors par la théorie du Mandala¹⁴⁵ développée par Kautilya¹⁴⁶ dans Arthashastra : les voisins immédiats sont les ennemis naturels et tout Etat après le voisin direct est un allié naturel¹⁴⁷. Cela explique par exemple le rapprochement entre l'Inde et l'Iran ou le Viêt-Nam. L'Inde applique en outre depuis quelques décennies la Doctrine Indira (d'après Indira Gandhi), une sorte de doctrine Monroe appliquée à l'Asie du Sud. Cette stratégie dite du *Look East* et *Look West* est fortement influencée par Lord Curzon, ancien vice-roi des Indes (1899 - 1905) et ministre britannique des Affaires étrangères. Ce dernier insistera fortement sur la centralité de l'Inde dans l'Océan indien. Dans son ouvrage de 1909, *The Place of India in the Empire*, il explique que ses ressources humaines et matérielles, son sens du commerce font que c'est un pays qui peut s'étendre vers l'Afrique et l'Asie. Lord Curzon écrit « *On the West, India must exercise a predominant influence over the destinies of Persia and Afghanistan; on the north, it can veto any rival in Tibet; on the north-east and last it can exert great pressure upon China, and it is one of the guardians of the autonomous existence of Siam* »¹⁴⁸. S'il est évident que cette vision se faisait dans le cadre de l'empire anglais, sa vision reste présente dans la stratégie contemporaine de l'Inde¹⁴⁹.

En définitive, on observe que les relations entre le dragon et l'éléphant sont complexes et encore fortement déterminées par des enjeux

¹⁴³ Cité dans Holmes, J.R., Yoshihara, T., « China and the United States in the Indian Ocean. An emerging Strategic Triangle? », in *Naval War College Review*, vol. 61, n°3, Summer 2008, pp. 51-52.

¹⁴⁴ Doctrine Gujral, développée dans les années 90.

¹⁴⁵ « Cercle » en sanskrit. Fait référence à l'origine à la méditation pour atteindre un état de conscience plus profondi.

¹⁴⁶ Conseiller de l'empereur Candragupta (3^{ème} siècle avant JC).

¹⁴⁷ Pardesi M.S., « Deducing India's Grand Strategy of Regional Hegemony from Historical and Conceptual Perspectives », *Working Paper*, n°75, Institute of Defense and Strategic Studies, Singapore, April 2005, p.28.

¹⁴⁸ Bandimutt, P., « India and Geopolitics », in *India Forum*, September 2006 (<http://www.india-forum.com/articles/148/1/India-and-Geopolitics---Part-I>).

¹⁴⁹ Batabyal, A., « Balancing China in Asia: A Realist Assessment of India's Look East Policy », in *China Report*, 2006, 42, 179, pp. 181-182.

géostratégiques et géoéconomiques, malgré des relations commerciales en plein développement. Car il apparaît évident que l'interdépendance économique n'aboutit nullement à la *pax economica*, en raison d'autres facteurs dont l'idéologie, la culture, le nationalisme et l'intérêt national. Pour François Thual, la démarche suivie par les Etats se détermine encore sous l'une des deux rubriques, « Contrôler et Contrer » : « *Avoir pour posséder et posséder pour ne pas être dépossédé semblent être, les deux constantes comportementales globales, qui tissent la trame de tout projet et de toute action géopolitique* »¹⁵⁰.

¹⁵⁰ Thual, F., *Contrôler et Contrer : Stratégies géopolitiques*, Paris, Ellipses 2000, p. 5.